

Avis aux médias des TCA pour diffusion nationale

Le 6 août 2010

La perte massive d'emplois à temps plein fait régresser la reprise économique de façon marquée, selon le président des TCA

TORONTO, ON, le 6 août /CNW/ - Le président du Syndicat des TCA, Ken Lewenza, a déclaré que la perte de 139 000 emplois à temps plein constituait un rappel brutal que le pays a encore beaucoup de chemin à faire pour sortir de la période sombre de la récession.

« Les travailleurs de tout le pays éprouvent encore énormément de difficulté à se trouver de nouveaux emplois, et particulièrement ceux qui procurent un niveau de vie décent », a déclaré M. Lewenza. « D'après les statistiques de juillet sur le chômage, les bons emplois sont en déclin tandis que les emplois précaires, qui se caractérisent par le travail à temps partiel ou temporaire, sont en progression dans tout le Canada. »

Bien que ces très nombreux emplois à temps plein perdus aient été pratiquement tous « remplacés » par d'autres à temps partiel, M. Lewenza soutient que le compte n'y est pas.

« Personne ne peut affirmer qu'un emploi à temps partiel remplace vraiment un emploi à temps plein. Nombreux sont les gens qui doivent cumuler deux, voire trois emplois à temps partiel pour s'en sortir », a indiqué M. Lewenza.

Le président des TCA a réclamé une prolongation des mesures de stimulation liées à l'assurance-emploi. Ces mesures viendraient en aide aux chômeurs du pays, dont près de la moitié sont considérés comme des chômeurs de longue date et sont dans l'incapacité de trouver du travail depuis le début de la récession. Parmi ces mesures figurent le versement d'allocations pendant cinq semaines supplémentaires pour tous les prestataires, un maximum régional de 50 semaines et une prolongation du versement des prestations pendant une période pouvant atteindre 20 semaines pour les travailleurs de longue date ainsi que des allocations de formation dans le cadre du programme d'assurance-emploi pour les prestataires suivant une formation admissible. « Il serait dangereux de ne pas prolonger ces programmes indispensables. Ce faisant, le gouvernement ferait une grave erreur », a fait savoir M. Lewenza, ajoutant que la reprise économique du pays, déjà très fragile, serait en péril si ces mesures spéciales du programme d'assurance emploi devenaient inaccessibles aux personnes soumettant une nouvelle demande après le 11 septembre.

M. Lewenza a également réclamé la formation d'un groupe de travail tripartite sur l'emploi, lequel se pencherait sur l'avenir réservé aux emplois à temps plein de qualité au Canada. Des représentants des trois ordres de gouvernement, de l'industrie et du milieu syndical siègeraient à ce groupe de travail. « Nous devons déterminer

l'orientation que nous souhaitons donner à l'économie de notre pays et évaluer quels débouchés professionnels nous souhaitons créer pour les prochaines générations », a ajouté M. Lewenza. « À l'heure actuelle, je n'ai pas l'impression que le marché de l'emploi sera aussi avantageux pour la génération suivante qu'il ne l'a été pour ma propre génération et la précédente. Nous devons lui laisser un meilleur avenir. »

-30-

Renseignements : Shannon Devine, communications, Syndicat des TCA, 416-302-1699 (cell.), ou Angelo DiCaro, 416-606-6311 (cell.)

SD/jwcope343